Fyodor Lukyanov : la Russie navigue entre deux ordres mondiaux

Fiodor Loukianov est président du Conseil de politique étrangère et de défense, professeur-chercheur à la Haute École d'économie et rédacteur en chef de la revue Russia in Global Affairs. Suivez le professeur Glenn Diesen : Substack : https://glenndiesen.substack.com/ X/Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : https://www.patreon.com/glenndiesen Soutenez les recherches du professeur Glenn Diesen : PayPal : https://www.paypal.com/paypalme/glenndiesen Offrez-moi un café : buymeacoffee.com/gdieseng Go Fund Me : https://gofund.me/09ea012f Achetez des produits dérivés : https://diesen-shop.fourthwall.com/en-nok Livres du professeur Glenn Diesen : https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL

#Glenn

Bienvenue à tous pour la suite de notre émission. Nous recevons aujourd'hui Fiodor Loukianov, président du Conseil russe de politique étrangère et de défense, et également rédacteur en chef de la revue Russia in Global Affairs. Merci d'être de nouveau avec nous. Merci, Glenn. Vous prenez bien le pouls de ce qui se passe à Moscou, et je voulais vous demander comment, selon vous, le Kremlin perçoit l'état actuel du conflit, parce que nous semblons être, vous savez, à la croisée des chemins. Autrement dit, je pense qu'il y a peut-être une dynamique favorable à la diplomatie, mais aussi une option militaire. La guerre ne se passe manifestement pas bien pour l'Ukraine et l'OTAN, ce qui leur laisse le choix entre rechercher la paix en faisant davantage de concessions, ou aller vers une escalade. Je me demandais donc comment, selon vous, la Russie évalue cette situation. Je veux dire, quels sont les éléments qu'elle prend en compte, et quelles orientations pourrait-elle choisir ?

#Fyodor Lukyanov

Vous savez, tout d'abord, il n'y a, heureusement ou malheureusement, aucune contradiction entre une ouverture diplomatique et la poursuite des opérations militaires, voire une escalade militaire. C' était donc assez clair, sinon dès le départ, du moins depuis un bon moment : la Russie considère la guerre comme un moyen de pression diplomatique. Au moins depuis juin deux mille vingt-quatre, donc depuis deux ans et demi maintenant, le président Poutine a énoncé ce qu'il a répété à de nombreuses reprises depuis : nous avons des conditions précises pour mettre fin aux hostilités militaires et entamer le processus de paix. Et ces conditions n'ont, pour l'essentiel, pas changé depuis.

Je parle de l'intégrité territoriale du Donbass : les forces ukrainiennes devraient donc se retirer de la partie restante du Donbass. À cela s'ajoute un ensemble d'exigences concernant les capacités militaires de l'Ukraine, son statut neutre et non aligné, les garanties de sécurité, et ainsi de suite. Et

même si la situation a changé à de nombreuses reprises depuis, dans un sens comme dans l'autre — il y a eu des périodes où la Russie semblait dans une position un peu moins favorable, suivies de phases où l'Ukraine était perçue comme la partie la plus faible —, les objectifs que la Russie souhaite atteindre n'ont jamais changé. Et tout cela a culminé à Anchorage, avec la rencontre avec le président Trump en août deux mille vingt-cinq.

Ce n'est pas un hasard si les diplomates russes et le président Poutine, et tout particulièrement le ministre Lavrov, font constamment référence à cette rencontre. Du côté russe, on parle d'accords ; du côté américain, d'ententes. Quoi qu'il en soit, elle a permis d'esquisser de possibles concessions mutuelles pour mettre fin à la phase militaire. Et cela n'a jamais été mis en œuvre, parce que le président Trump n'a pas réussi à obtenir d'avancées avec les alliés des États-Unis. Donc, pour revenir à votre question, excusez-moi pour cette longue explication. Aujourd'hui, au fond, rien n'a changé. Je veux dire que cet ensemble d'éléments permettant d'amorcer le processus de paix — et non de parvenir à un règlement de paix — reste exactement le même.

Poutine l'a dit à de nombreuses reprises, je ne sais pas, dix fois ou plus : nous avons cet ensemble de propositions. Vous pouvez les accepter ou non. Si vous ne les acceptez pas maintenant, la prochaine fois, la situation sera pire pour vous. Et bien sûr, la Russie sera dans une position encore plus forte et exigera davantage. Jusqu'ici, c'est exactement ce qui se passe. Chaque fois qu'un nouveau cycle de négociations ou de discussions diplomatiques s'ouvre, ou que quelqu'un tente de le relancer, que ce soit l'administration américaine ou la partie russe, c'est toujours la même chose : la situation en Ukraine est bien pire qu'elle ne l'aurait été si les Ukrainiens avaient accepté le même ensemble de propositions la fois précédente.

Et maintenant, oui, bien sûr, sur le plan politique, nous voyons beaucoup de changements. D' ailleurs, ce qui vient de se passer aux États-Unis, avec les résultats des élections de mi-mandat, pourrait avoir des répercussions politiques et diplomatiques sur cette question. Nous verrons si le président Trump, dont la présidence se trouve désormais considérablement affaiblie, pourra et voudra consacrer autant de temps qu'avant à la question ukrainienne. Mais malgré ce changement de contexte politique, je pense que la Russie maintient le même cap et reste tout aussi inflexible. Cela signifie qu'elle ne modifie pas le fond de ses exigences. Et cela ne changera pas.

#Glenn

Mais maintenant que les élections de mi-mandat sont terminées aux États-Unis, Trump se retrouve évidemment, comme vous l'avez dit, dans une position bien plus fragile. Pensez-vous qu'une fenêtre d'opportunité est en train de se refermer pour trouver une issue diplomatique ? Je ne dis pas que Trump a été un grand artisan de la paix, loin de là, mais les démocrates semblent beaucoup plus enclins à consacrer davantage de moyens à la guerre contre la Russie. Et ils pourraient aussi avoir davantage de pouvoir pour faire obstacle à tout accord diplomatique. Donc, là encore, ils se rapprochent davantage de la position européenne. Pensez-vous que cette analyse est exagérée ?

#Fyodor Lukyanov

Ce n'est probablement pas exagéré, mais tout ce que j'entends de la part de mes collègues spécialistes du système politique américain laisse penser que la politique étrangère relève avant tout de la présidence. Et Trump sera considérablement affaibli pour tout ce qui touche aux décisions de politique intérieure. Il fera certainement face à une avalanche d'accusations et d'enquêtes lancées par les démocrates pour se venger de la période où il était tout-puissant et se comportait d'une manière très particulière, y compris à leur égard. Mais en matière de politique étrangère, à mon sens, les choses dépendront en réalité moins des démocrates que de Trump lui-même.

Reste à savoir s'il pourra rester concentré sur les questions internationales et, dans notre cas, sur la question ukrainienne, car il risque d'être complètement accaparé par les luttes politiques intérieures. Et maintenant, nous le connaissons assez bien. Il pourrait y prendre plaisir. C'est quelqu'un de très particulier. Paradoxalement, il pourrait se sentir assez à l'aise dans les affrontements, les cris, tout ça. Reste donc à savoir s'il gardera du temps et de l'énergie pour l'Ukraine. Je pense que oui, il continuera. Il continuera d'essayer. Il subira certainement de très fortes pressions pour agir sur le dossier iranien, parce que l'Ukraine est un sujet important pour certains démocrates. Mais l'Iran et ce dossier non réglé, sans perspective claire de règlement, sont bien sûr très importants pour tout le monde, aussi bien pour les démocrates que pour les républicains au Congrès américain, et pour l' opinion publique américaine.

Donc, pour faire court, je dirais que le président Trump va continuer à essayer de suivre le dossier de près. Mais, de manière générale, ce qui est sans doute important, c'est qu'il sera perçu, notamment en Europe et en Ukraine, d'ailleurs, comme un président en fin de mandat, très affaibli. Et beaucoup de choses qu'il a tenté de faire à l'égard de l'Ukraine reposaient sur sa très grande autorité, si l'on peut dire : « Les États-Unis sont derrière moi, et vous, bande de salauds, vous avez intérêt à faire ce que je dis. » J'exagère un peu, mais, au fond, c'est comme ça qu'il a essayé de se comporter. Maintenant, ce sera plus facile pour ses adversaires en Europe et en Ukraine qui, franchement, étaient déjà assez habiles pour esquiver et contourner ce que Trump essayait de leur imposer. Mais désormais, ils seront assurément encouragés à continuer de faire ce qu'ils veulent.

#Glenn

Je voulais tout de même vous demander comment vous envisagez la possibilité de renouer un certain dialogue diplomatique entre la Russie et les Européens. Et corrigez-moi si je me trompe, mais j'ai l'impression que la Russie souhaite renouer ce dialogue, notamment pour discuter de l' architecture de sécurité européenne. En revanche, elle est plus réticente à associer les Européens aux discussions visant à mettre fin à la guerre en Ukraine parce que, un peu comme Washington, elle les considère comme des acteurs qui jouent les trouble-fêtes et qui ne pourront pas apporter de contribution constructive. Mais on se retrouve alors dans une situation étrange : les Européens ne veulent discuter du conflit que sous l'angle de l'Ukraine et de la Russie, tandis que les Russes ne veulent aborder, si je comprends bien, que la question de fond, celle de l'architecture de sécurité

européenne, dans laquelle l'Ukraine est davantage un symptôme qu'une cause. Voyez-vous donc une formule qui permettrait de renouer le dialogue diplomatique entre la Fédération de Russie et les autres Européens ?

#Fyodor Lukyanov

Pas tellement. Bien sûr, il y a la situation générale, en particulier la grave crise à l'intérieur de l' Ukraine. On voit que l'hiver approche et que la situation intérieure est loin d'être bonne. Et la Russie continue. Elle continue de frapper très durement l'ensemble des infrastructures. Et même chez Zelensky, on entend un ton différent de celui qu'il avait auparavant. Ça ne veut pas dire grand-chose, parce que Zelensky peut dire tout ce qu'il veut, puis revenir sur ses propos et dire exactement le contraire, mais quand même. En revanche, pour ce qui est des relations entre la Russie et l'Europe, à ce stade, ça paraît vraiment sans espoir.

On a vu la réaction en Europe à une tentative très modeste du Premier ministre norvégien et du président finlandais, qui voulaient simplement discuter. Vous savez, cette conversation qu'ils ont eue avec Poutine n'a rien apporté de nouveau. Au fond, les deux parties ont réaffirmé leurs positions. La différence, c'est qu'elles l'ont fait directement, sans se crier dessus, comme nous le faisons depuis assez longtemps. Et même cette tentative a été accueillie en Europe avec une extrême méfiance, c' est le moins qu'on puisse dire, voire pire encore. Ce qui veut dire que l'Europe ne semble pas prête à s'engager dans quoi que ce soit de sérieux. L'Europe n'est pas prête à changer son approche de fond, qui a toujours été la suivante : la Russie ne doit rien tirer de cette guerre. La Russie doit être punie.

Bon, on n'entend plus parler de défaite stratégique. Mais l'idée que la Russie, en tant qu'agresseur, ne doit tirer aucun bénéfice de tout cela, elle, est toujours là. Et la deuxième raison, peut-être liée à la première, c'est que, sur le plan institutionnel, l'Europe est incapable d'organiser une discussion un tant soit peu fructueuse, ou même productive. Dans le cas des États-Unis, nous avons aussi des doutes sur le modèle choisi par le président Trump, avec des envoyés spéciaux dont les responsabilités et les pouvoirs sont, en réalité, mal définis. Ce dispositif n'a pas d'aval institutionnel. Mais il s'agit tout de même de personnes qui jouissent de la confiance personnelle du président, et elles ont montré qu'elles étaient au moins capables de mettre en place ce canal et ce cadre de discussion. Dans le cas de l'Europe, on ne voit rien de tel.

Et même si les institutions européennes souhaitent engager des pourparlers, je ne pense pas qu'elles parviendront à obtenir de tous les pays un mandat commun et solide. Dans le cas de la Norvège et de la Finlande, nous avons été particulièrement frappés par le fait que les deux dirigeants aient souligné qu'ils avaient appelé Poutine au nom de leur propre pays. C'est la première fois depuis je ne sais combien de temps que des responsables européens tiennent soudain à préciser qu'il ne s'agit pas d'un appel au nom de l'Europe, mais au nom de leur pays. C'est nouveau. Cela reflète peut-être

la conviction de ces deux messieurs qu'en tant que représentants de l'Europe, ils n'obtiendront rien, parce que l'Europe les désavouera immédiatement et annulera, pour ainsi dire, tout résultat de cette conversation.

#Glenn

Oui, non, je ne m'attendais pas à ce que les démarches des Finlandais et des Norvégiens donnent grand-chose, mais malgré tout, je trouvais positif que cela semble au moins être un pas vers une dépénalisation de la diplomatie. Si on peut à nouveau se parler, ce serait déjà quelque chose. Mais comme vous l'avez laissé entendre, je pense que les réactions étaient prévisibles. C'est aussi pour cela qu'ils ont peut-être insisté sur le fait qu'ils ne s'exprimaient qu'au nom de leurs propres pays. Mais concernant ce climat peu propice à la diplomatie, il semble bien que, vous savez, les guerres avec l'Iran et la Russie aient aggravé une crise économique et politique en Europe, mais aussi une crise géopolitique aux États-Unis. Je veux dire, tout cet effort d'adaptation à une répartition multipolaire du pouvoir, tout cela a, à mon sens, alimenté une crise de légitimité politique, non seulement en Europe, mais aussi aux États-Unis. Je me demandais comment vous percevez cette crise. Parce qu'on ne peut vraiment plus la nier. Et je cherche des précédents, mais est-ce qu'on a déjà vu cela auparavant ?

#Fyodor Lukyanov

C'est une bonne question : est-ce qu'on a déjà vu ça ? En général, j'essaie de ne pas tenir compte des réactions de panique face à ce qui se passe : « Regardez, c'est du jamais-vu ! » Si on remonte un peu dans le temps, l'histoire était moins agréable qu'on ne l'imagine parfois aujourd'hui. Et maintenant, par exemple, beaucoup de gens ont la nostalgie de la guerre froide. Ils disent que c' était une période de respect mutuel, avec des relations et une diplomatie plus ou moins bien structurées. Je pense qu'on idéalise un peu les choses. Si on étudie la guerre froide telle qu'elle a vraiment été, elle n'avait rien d'agréable. Mais, bien sûr, le degré d'anarchie dans les différentes approches est probablement comparable à celui de périodes que nous n'avons pas nous-mêmes connues. Parce que, oui, effectivement, nous tous — vous, moi et la plupart des gens qui vivent aujourd'hui sur Terre — nous nous sommes habitués à des systèmes politiques qui, depuis la Seconde Guerre mondiale, sont assez bien encadrés. Pas parfaitement, mais bien encadrés.

Maintenant, c'est fini. C'est complètement fini. Et nous devons trouver de nouveaux moyens, avant tout, de rétablir la confiance entre les acteurs, une confiance qui, à ce stade, est totalement absente. Et je pense que le plus gros problème entre la Russie et l'Europe, c'est que la confiance est en dessous de zéro, très nettement en dessous de zéro. Et il n'y a absolument aucune tentative de comprendre la logique de l'autre camp. Ce n'est pas le cas du côté européen. Et je dois dire que ce n' est pas vraiment le cas du côté russe non plus. Et cela nous entraîne dans une spirale de peurs, où chaque initiative de l'autre camp est perçue non pas comme une raison d'engager des discussions, mais comme une raison de nous préparer encore davantage à un éventuel affrontement.

Et, par exemple, regardez ce qui se passe en Pologne en ce moment. Il y a une crise politique intérieure tout à fait classique en Pologne, qui n'a rien de nouveau. Elle oppose les deux grandes forces politiques du pays. Nous savons ce que chacune défend, et cela n'a absolument rien de surprenant. Mais soudain, le camp libéral, le gouvernement, le Premier ministre Tusk, se met à insister sur le fait que tout cela aurait surtout à voir avec la Russie. Ce qui, encore une fois, est absurde, puisque nous connaissons ce conflit interne en Pologne depuis des années, voire des décennies. Et dans une telle situation, où chaque pouvoir, chaque acteur cherche avant tout à exploiter cette peur pour régler des problèmes intérieurs, qui sont nombreux partout, il n'y a absolument aucune issue.

#Glenn

Eh bien, tenter de présenter les questions de politique intérieure sous l'angle de la politique étrangère, ce n'est pas nouveau. On l'a vu avec le Russiagate. On l'a vu lors du référendum sur le Brexit. En Allemagne, bien sûr, certains ont tenté de criminaliser l'AfD en la présentant comme un simple pantin du Kremlin. Donc, ça n'a rien de nouveau. Mais je me demandais : pour trouver une formule de paix, il ne semble pas nécessaire de réinventer la roue. Autrement dit, si l'on revient aux accords d'Helsinki, puis à la Charte de Paris pour une nouvelle Europe, nous avions des principes communs, mais il semblait y avoir une certaine contradiction au sein de ces accords.

C'est-à-dire qu'il y avait deux principes clés. Le premier, c'était celui de l'indivisibilité de la sécurité : un pays ne devrait pas renforcer sa sécurité au détriment d'un autre. Et il y avait aussi ce volet selon lequel les pays devraient être libres de choisir leur propre politique étrangère ou leurs accords de sécurité. Or, il semble que les pays de l'OTAN et la Russie mettent chacun l'accent sur un principe différent. La Russie insiste sur l'indivisibilité de la sécurité : on ne peut pas élargir l'OTAN. Et l'OTAN répond : « Eh bien, regardez cet autre volet : les pays devraient être libres de choisir. » Selon vous, comment pourrait-on résoudre cette question ?

#Fyodor Lukyanov

Je crains que ces deux modèles, qui relèvent fondamentalement de la guerre froide, ne soient plus du tout pertinents aujourd'hui. Comme je l'ai dit tout à l'heure, la guerre froide a été une période très particulière, et même, d'une certaine manière, unique dans les relations internationales. Elle était relativement bien structurée et bien organisée. Il y a aujourd'hui en Russie un débat intéressant entre historiens et spécialistes de politique étrangère au sujet des accords d'Helsinki. En effet, la position traditionnelle en Union soviétique pendant la guerre froide, puis dans la Fédération de Russie après la guerre froide, consistait à saluer ces accords comme un exemple de la manière dont deux blocs en concurrence acharnée pouvaient parvenir à un accord acceptable pour les deux parties.

Mais en même temps, d'autres estimaient que les accords d'Helsinki étaient en réalité le premier pas des dirigeants soviétiques vers la dégradation, puis l'effondrement à venir. Tout d'abord, l'Union soviétique s'est mise à privilégier le statu quo. Je veux dire qu'elle cherchait à préserver les acquis

de la Seconde Guerre mondiale, plutôt qu'à porter un regard neuf sur la situation européenne. Ça, c'était un premier point. Et dès lors qu'on s'attache à préserver les choses, il faut sans doute s'attendre à ce que quelqu'un vienne les changer. Et deuxièmement, bien sûr — et c'est un élément fondamental pour toute la période libérale de l'Union soviétique —, il y avait cette idée que les valeurs devaient compter : ce qu'on appelait la « troisième corbeille », à savoir que tous les signataires devaient respecter les droits de l'homme et la démocratie.

Ça paraissait formidable, mais, bien sûr, cela a enclenché un processus qui a ensuite contribué à l'effondrement de l'Union soviétique et donné naissance à l'universalisation du libéralisme après la guerre froide, à une mondialisation libérale fondée sur une unité non seulement économique, mais aussi politique. Et c'est précisément pour cette raison que l'élargissement de l'OTAN, déjà assez néfaste du point de vue de la géopolitique et de l'équilibre des forces, était encore pire : il s'accompagnait d'un certain modèle politique et social que tous les pays extérieurs à l'OTAN devaient adopter. Et la Russie, qui n'a jamais aspiré à rejoindre l'OTAN, était considérée comme un pays postcommuniste parmi d'autres, qui devait, bien sûr, lui aussi aspirer à adopter ce modèle.

Et c'est ce qui a créé un désordre sans précédent. Alors, pour revenir à votre question, pourquoi est-ce que je pense que c'est impossible ? Parce qu'aujourd'hui, nous vivons dans un monde qui n'est pas seulement multipolaire, mais aussi multiculturel, et qui repose sur plusieurs systèmes de valeurs. Et le postulat de départ devrait être que la sécurité — divisible ou indivisible, on peut en débattre — doit être prise au sérieux et occuper une place centrale dans tout cela. Et tout le reste, y compris la manière dont les différents pays devraient être organisés, devrait être laissé de côté, parce que, dans le modèle précédent, tout était lié.

#Glenn

Eh bien, je crois que c'était là une autre contradiction, tout de même. Des accords d'Helsinki à la Charte de Paris, nous avions le concept d'égalité souveraine. Chaque État disposait de la même souveraineté. Mais cela ne peut tenir que si l'on reconnaît le principe westphalien de la spécificité culturelle. Dès lors qu'on commence à prendre pour fondement le concept de valeurs universelles, même s'il s'agit de valeurs libérales, on divise le monde entre ceux qui donnent des leçons de civilisation et ceux qui les reçoivent. Et l'égalité souveraine n'est alors plus possible.

Mais sur cette question d'un monde qui devient multipolaire, ou qui est déjà devenu multipolaire ou multiculturel, avec de nombreuses civilisations différentes… Comme le dit souvent Xi Jinping, une civilisation ne devrait pas donner de leçons à une autre ni lui dicter la manière de se développer. On voit apparaître une autre forme de mondialisation. Les pays restent très étroitement liés et le sont de plus en plus, mais leurs sociétés semblent vouloir préserver leurs identités propres et des systèmes politiques bien particuliers. Comment voyez-vous cette nouvelle forme de mondialisation ? Parce que cela a bien sûr des conséquences sur la question de la guerre et de la paix.

#Fyodor Lukyanov

Je pense que nous vivons dans un contexte international assez unique, parce qu'un monde fragmenté, avec des systèmes culturels, politiques et idéologiques très différents, ça n'a rien de nouveau. L'humanité a vécu dans cette situation pendant la majeure partie de son histoire, que ce soit au dix-neuvième siècle, au dix-septième ou au vingtième siècle. Il existe un autre modèle, celui de la mondialisation libérale, dont nous nous souvenons très bien parce qu'elle est assez récente. Qu' elle ait été bonne ou mauvaise, on peut en discuter, mais c'était un système plus ou moins centralisé, fondé sur l'idée qu'il existait des règles et des principes communs dans tous les domaines, de l'économie à la politique.

Donc, nous connaissons ces deux modèles. Mais aujourd'hui, nous avons un mélange des deux. D'un côté, le monde est très fragmenté, avec une concurrence qui s'intensifie fortement à différents niveaux. En même temps, tout le monde est interconnecté, comme vous l'avez dit, et ces liens ne font pas que se renforcer : ils sont aussi une nécessité. Sans ces liens, sans travailler ensemble, personne ne peut se développer. Et comment concilier les deux ? C'est la question à laquelle personne ne sait répondre, parce que c'est une situation nouvelle. Nous n'avons jamais vécu dans un système comme celui-ci : profondément conflictuel, mais où nous sommes tous indissociablement liés.

Et je pense qu'il nous faudra un peu de temps pour comprendre que nous ne pouvons pas, si l'on peut dire, revenir à l'un des systèmes plus traditionnels, qu'il s'agisse d'un monde conflictuel et fragmenté ou simplement d'un monde mondialisé. Nous aurons les deux à la fois. Et je ne sais pas comment cela devrait s'organiser, donc je ne peux pas dire comment ce nouveau modèle de mondialisation peut fonctionner. Ce que je constate, et ce que nous constatons tous, c'est que malgré ces conflits, parfois extrêmement graves et sanglants, comme la guerre en Ukraine ou la situation au Moyen-Orient, entre autres, et malgré des ingérences politiques lourdes et massives dans l'économie, l'interdépendance économique subsiste. Les principes du marché sont souvent mis à mal. Mais nous voyons malgré tout que le monde économique trouve des moyens de survivre sans se désagréger.

Vous savez, l'exemple le plus extraordinaire de l'absurdité, mais aussi, peut-être, d'une certaine forme de rationalité du système actuel, c'est ce qui s'est passé en mars de cette année. Si vous vous souvenez, quand les États-Unis ont lancé une agression contre l'Iran, Trump a proclamé qu'il fallait détruire la civilisation iranienne. Dans le même temps, le Trésor américain a temporairement levé les sanctions sur le pétrole iranien, parce que le marché mondial en avait besoin et que les Américains voulaient maintenir les prix à un niveau bas. C'est absolument absurde, mais c'est arrivé. Donc, je pense qu'on verra beaucoup plus de situations de ce genre à l'avenir. Mais, peut-être parce que je suis assez âgé pour avoir commencé mes études en Union soviétique et étudié le marxisme, je crois davantage, dans ce cas, au poids de l'économie qu'à celui de la politique.

#Glenn

Oui, non, on dirait que ça trouve plus facilement son chemin. Ce que vous dites me rappelle cette célèbre citation de Gramsci. Enfin, vous savez, on sait tous que c'est une paraphrase. Il expliquait, à la fin des années mille neuf cent vingt, au début des années mille neuf cent trente, que le vieux monde se mourait, que le nouveau n'était pas encore né, et que c'est entre ces deux ordres que surgit tout ce chaos. On dirait que c'est la situation dans laquelle nous nous trouvons en ce moment, et que nous devons nous adapter à une nouvelle réalité. Mais, pour terminer, une dernière question : comment voyez-vous les choses dans ce nouveau monde ? Parce que nous ne sommes ni d'un côté ni de l'autre. Nous sommes dans cet entre-deux.

Si l'on envisage la possibilité que les États-Unis et la Russie changent fondamentalement leurs relations, beaucoup de gens étaient plutôt optimistes au début de l'année dernière, mais, pour de bonnes raisons, le pessimisme s'est installé. En même temps, même si cette fenêtre d'opportunité entre les États-Unis et la Russie semble se refermer, on voit aussi que les États-Unis et l'Union européenne ne font pas que s'éloigner : au fond, l'ancien statu quo, les anciens modèles commencent à s'effacer, ce qui veut dire qu'autre chose doit prendre leur place. Et voilà qu'on entend dire que Xi, Poutine et Trump pourraient se rencontrer dans le courant du mois. Voyez-vous des possibilités, je dirais, de repenser les relations, pas seulement entre les États-Unis et la Russie, mais, disons, au moins entre ces trois grandes puissances ?

#Fyodor Lukyanov

Vous savez, je suis assez sceptique quant à la possibilité d'un changement radical dans les relations entre la Russie et les États-Unis. Dans ce cas précis, les attentes et les espoirs que certains avaient ici l'année dernière, à l'arrivée de Trump, étaient liés à sa personnalité. Parce qu'on sait que monsieur Trump est très motivé par le profit, par les gains économiques potentiels, hypothétiques, pour lui-même, pour les États-Unis, pour, je ne sais pas, le peuple américain, enfin, peu importe. Et malheureusement, dans le cas de la Russie et des États-Unis, il n'y a pas tant de possibilités que ça. Il y a certains domaines, avant tout l'énergie, dans lesquels nous pouvons coopérer.

Mais, de manière générale, la Russie n'a jamais été un grand partenaire commercial ou économique pour les États-Unis. Et les États-Unis, y compris Trump, ne voyaient pas beaucoup d'avantages concrets et précis à tirer de cette relation. À mes yeux, ce qui est plus encourageant, ce n'est pas la perspective d'une nouvelle relation entre la Russie et les États-Unis. C'est la perspective d'une transformation des États-Unis eux-mêmes, en tant que pays, en tant qu'entité politique. Alors, bien sûr, Trump va être malmené et critiqué avec une très, très grande cruauté. Mais si l'on regarde les nouvelles personnalités qui émergent du côté démocrate, cette élection a porté à des postes plus élevés quelques visages assez nouveaux, qui sortent de l'ordinaire.

Ils ont des points de vue diamétralement opposés, mais là où ils se rejoignent, là où ils sont vraiment sur la même ligne que Trump, c'est sur l'idée qu'il faut s'occuper des États-Unis, des besoins du peuple américain, et non de tout ce qui touche au monde extérieur. Et je pense que c'est plus important, à moyen et à long terme, que n'importe quelle relation particulière, qu'il s'agisse des

relations entre les États-Unis et la Russie, entre les États-Unis et la Chine, entre les États-Unis et l'Union européenne, et ainsi de suite. Je parle d'une redéfinition de l'identité politique américaine, qui deviendra beaucoup plus égoïste et beaucoup moins encline à préserver des alliances qui ne peuvent pas évoluer. Encore une fois, que le président qui succède à Trump soit républicain ou démocrate, cela ne change rien. L'approche transactionnelle de Trump a été très vivement critiquée.

Mais en fait, on voit que c'est une tendance mondiale. Tout le monde essaie d'adopter une approche transactionnelle, parce qu'il faut saisir toutes les occasions de se développer. Qu'il s'agisse d'un grand pays ou d'un petit pays, peu importe. Encore une fois, je ne m'attends à aucune avancée majeure entre nous et les Américains. Mais ce qui compte pour la Russie, c'est de voir les États-Unis passer d'une puissance très idéologique à une puissance plus ou moins normale. Bien sûr, avec un tel état d'esprit, les Américains continueront à vouloir dicter leur loi à tout le monde. Cela ne fait aucun doute. Mais quand on dicte sa loi en fonction d'intérêts pragmatiques, il y a au moins une certaine marge pour négocier et marchander, contrairement à ce qui se passe quand on le fait au nom de mantras idéologiques.

#Glenn

Pardon, permettez-moi de vous poser une toute dernière question. La toute dernière. Concernant la guerre en Ukraine, la situation n'est manifestement plus très stable, pas seulement sur les lignes de front, mais aussi à l'arrière, côté ukrainien, avec les attaques russes. Et là encore, les initiatives diplomatiques, ou le regain de volonté de trouver une solution politique, semblent en partie s'expliquer par cela : la situation se dégrade très vite. Comment analysez-vous la stratégie russe pour la suite ? Parce qu'on voit que les Russes ciblent de plus en plus non seulement l'énergie, mais aussi, plus largement, la logistique. Je voulais simplement avoir votre avis là-dessus.

#Fyodor Lukyanov

Vous savez, la situation générale est terrible, bien sûr. Je comprends la logique militaire. Il n'y a pas d'autre option dans la situation actuelle, puisque la diplomatie est au point mort et que les Ukrainiens refusent toute ouverture diplomatique, et ainsi de suite. Mais dans l'ensemble, bien sûr, il n'y a pas de quoi être fier. La guerre telle qu'elle se déroule aujourd'hui — et je dois le souligner, vous le savez très bien —, jusqu'à l'été dernier, la Russie n'avait jamais mené la guerre de cette manière, parce que le président Poutine avait été très clair dès le début sur ceux que nous combattions : pas le peuple ukrainien, pas la population civile ukrainienne, pas les villes ukrainiennes, mais les forces armées.

Mais depuis que les Ukrainiens ont commencé à attaquer massivement les infrastructures en Russie, la guerre a franchi un nouveau palier. Je pense que cet hiver sera décisif, bien sûr. Ce sera très difficile pour l'Ukraine. Ce sera aussi assez difficile pour la Russie, parce qu'on voit que les Ukrainiens sont capables de mener des frappes qui causent des dégâts considérables. Et je ne crois pas qu'ils aient épuisé leur capacité à le faire. Ils l'ont toujours. Malheureusement, il faudra donc encore

davantage de destructions avant que le bon sens ne l'emporte, en particulier du côté ukrainien. Malheureusement, Zelensky se trouve dans une situation où il ne peut pas faire le moindre pas en arrière.

Il comprend que son sort est lié à la poursuite de la guerre, à une guerre éternelle, en fait, à une guerre qui s'éternise. C'est une très mauvaise chose. Et pour revenir aux élections de mi-mandat, le problème, c'est que Trump sera très probablement beaucoup plus accaparé par les questions intérieures, comme nous l'avons dit. Et comme on l'a vu jusqu'à récemment, le seul moyen de tenter, au moins, de pousser Zelensky à adopter un comportement plus raisonnable, c'était une pression personnelle exercée par les États-Unis, par Trump et son entourage proche. Peut-être qu'ils feront autre chose, ce qui veut dire que, malheureusement, cette phase de la guerre va se prolonger.